

COP26 : gare au fiasco à Glasgow

- Par [Géographies en mouvement](https://blogs.mediapart.fr/edition/cop26-face-lurgence-climatique-la-fin-du-blaba/article/301021/cop26-gare-au-fiasco-glasgow?utm_source=20211030&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xstor=ER-EC-83-[QUOTIDIENNE]-20211030&M_BT=2156037219469) le 30 oct. 2021
[https://blogs.mediapart.fr/edition/cop26-face-lurgence-climatique-la-fin-du-blaba/article/301021/cop26-gare-au-fiasco-glasgow?utm_source=20211030&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xstor=ER-EC-83-\[QUOTIDIENNE\]-20211030&M_BT=2156037219469](https://blogs.mediapart.fr/edition/cop26-face-lurgence-climatique-la-fin-du-blaba/article/301021/cop26-gare-au-fiasco-glasgow?utm_source=20211030&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xstor=ER-EC-83-[QUOTIDIENNE]-20211030&M_BT=2156037219469)

Les « marchés carbone » de l'Accord de Paris (2015) sont discutés à Glasgow cette semaine. Leur enjeu est considérable. Les ONG veulent qu'on les abandonne. Elles comptent sur le mouvement Jeunes pour le climat, plus que jamais offensif. (Par Gilles Fumey)

Les forêts et les terres agricoles sont en danger. Car les voici exposées à être intégrées à des mécanismes de compensation « puits de carbone contre droit de polluer »^[1].

Cette discussion prévue lors de la COP 26 qui débute à Glasgow ne devrait pas avoir lieu, selon de nombreuses ONG qui se battent pour la justice climatique. Car ces dispositions sont en train de financiariser l'environnement. On peut y voir une manière de contourner l'ardente obligation de réduire les gaz à effet de serre.

Les systèmes alimentaires sont responsables d'environ un tiers des émissions de ces gaz, tels qu'ils ont été définis par le GIEC en 2019 comme accélérateurs du changement climatique. [On ne peut donc laisser ce système en l'état.](#)

Les ONG préconisent des solutions locales bien plus efficaces plutôt que des approches technologiques. On pourrait citer des centaines de paysans, tels Rémi Robinet (Béthelainville, Meuse) qui ont compris comment se défaire des griffes de l'endettement.

Ils visent l'autonomie, cultivent une dizaine de variétés de céréales et de légumineuses, produisent de la farine et élève des poules pondeuses. « *J'ai vécu en cinq ans les événements climatiques que mon père a connu en trente ans* » diagnostique Rémi Robinet ^[2], n'hésitant pas à croiser le fer avec ses voisins qui n'ont pas compris sa démarche. D'autres favorisent le collectif pour relocaliser les productions de fruits et légumes^[3]. Partout, les solutions agroécologiques pourraient éviter la financiarisation de l'environnement.

Une enquête de l'ONG Global Forest Watch^[4], montre que même la majorité des 223 forêts du Patrimoine mondial émettent plus de carbone qu'elles ne sont capables d'en absorber. Certaines d'entre elles, comme la forêt tropicale humide de Sumatra en Indonésie, se trouvent dans un « état préoccupant » à cause d'une vaste déforestation du fait de « pressions liées à l'usage des terres, comme l'exploitation illégale, le pâturage du bétail et la culture de terres arables. » Une fragilisation massive sur tous les continents.

Les auteurs du rapport préconisent, entre autres, une meilleure reconnaissance des communautés locales et des peuples autochtones, longtemps dépossédés de leurs terres et leurs ressources vitales, ainsi que leurs forêts alors qu'ils en représentent « les plus efficaces gardiens ». D'où l'idée de ne pas sanctuariser les puits de carbone.

Il faut abandonner les approches marchandes pour des manières de penser l'environnement comme un ensemble de biens inaliénables, non négociables. Ces biens doivent être reliés à des projets qui pourraient conduire à une transformation en profondeur des systèmes alimentaires actuels, notamment grâce à l'agroécologie.

La crise climatique affecte les plus démunis : inondations, sécheresses, incendies sont légion dans les pays pauvres. Rendez-ous le 5 novembre pour une marche pour la « justice climatique » qui doit

orienter les politiques vers plus de justice sociale. Avec une « génération Climat » qui se mobilise depuis plusieurs années, de Greta Thunberg (Suède) à Vanessa Nakate (Ouganda) et Harriet O'Shea Carre (Australie), jugées « plus responsables qu'un Trump, qu'un Bolsonaro ou qu'un Zemmour qui se fiche des enjeux climatiques comme de sa dernière chemise ».[5]

--

[Comment changer notre alimentation aujourd'hui ?](#)

Pour nous suivre sur Facebook : <http://facebook.com/geographiesenmouvement/>

[1] **Les droits à polluer** sont un marché sur lequel des entreprises achètent et vendent des permis d'émission de produits polluants, appelés « droits à polluer ». Cela vise à limiter le niveau global de rejets polluants en répartissant les coûts à supporter. Ce mécanisme économique suppose que les entreprises pour lesquelles le coût de dépollution est le plus faible trouveront plus intéressant d'investir et de s'équiper pour réduire leurs émissions plutôt que d'acheter des permis d'émission. À l'inverse, celles qui ont des coûts de dépollution très élevés paieront pour obtenir des droits à polluer. Ce marché ne donne pas réellement des droits à polluer mais une valeur aux dégâts et fait payer les pollueurs. Pas pour des raisons morales, mais par souci d'efficacité. S'ils payent, l'externalité négative (ici, la pollution) sera prise en compte et ils chercheront des solutions pour moins polluer, pense-t'on. Alors qu'en réalité, les pollueurs continuent à polluer... Ce genre de théorie loufoque rappelle celle du « ruissellement »... 70 % des émissions de gaz à effet de serre sont le fait de 100 firmes, peu investissent réellement dans la dépollution.

[2] *Campagnes solidaires*, septembre 2021, p. 14-15

[3] *Id.* p. 16.

[4] *Le Monde*, 29 octobre 2021.

[5] *Libération*, 31 octobre 2021, p. 2

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.